



La LRT/RAL (1971-1984), les trotskystes belges à la recherche d'une homogénéité politique¹

Par Simon Hupkens

Aux origines du mouvement trotskyste en Belgique

La tradition trotskyste en Belgique, bien que restée ultra-minoritaire, possède des racines profondes dans le mouvement ouvrier. En effet, dès le milieu des années 1920, les militants du jeune Parti Communiste de Belgique (PCB) ont débattu et pris position dans la lutte entre l'opposition de gauche de Trotsky et la troïka Zinoviev-Kamenev-Staline en URSS.

Dès 1923 en effet, des militants du Parti Communiste russe se regroupent au sein d'une « fraction bolchévique-léniniste » (aussi appelée « opposition de gauche ») pour s'opposer au courant stalinien. Léon Trotsky, vétéran de la révolution d'octobre, président du soviet de Petrograd et organisateur de la défense de la ville contre les partisans du tsarisme, en est la figure la plus éminente.

Sur le plan de la politique intérieure russe, cette opposition de gauche au sein du Parti Communiste d'URSS s'oppose à la bureaucratisation du parti et des institutions soviétiques. Elle critique également les zigzags de la politique économique qui commence par favoriser les classes supérieures de la paysannerie, puis impose aux paysans la collectivisation des terres quelques années plus tard.

Sur le plan international, l'opposition dénonce l'attitude du Comité syndical anglo-russe, regroupant les directions des *Trade Unions* et des syndicats soviétiques, qui abandonne les mineurs anglais en grève pendant plusieurs mois en 1926. Elle s'oppose également au soutien apporté par le Komintern (Internationale Communiste) au Kuomintang (parti nationaliste chinois) qui conduit à un véritable massacre du mouvement communiste en Chine (1925-1927).

¹ Le présent article s'inspire du mémoire de maîtrise de l'auteur : Simon HUPKENS, *La Ligue Révolutionnaire des Travailleurs (1971-1984) : une organisation trotskyste belge durant « l'Âge d'or » des luttes*, mémoire de fin d'études en Histoire contemporaine, Université de Liège, année académique 2014-2015.

Les membres de l'opposition de gauche, que leurs adversaires vont rapidement baptiser « trotskystes », basent leurs critiques sur un internationalisme intransigeant et sur leur conviction que la révolution doit rapidement s'exporter pour garantir la survie du régime soviétique. Staline, au contraire, met en avant la formule « construire le socialisme dans un seul pays », ce qui suppose de normaliser les relations de l'URSS avec les pays capitalistes et donc de renoncer à renverser leurs régimes.

Bien que Trotsky et ses partisans se voient finalement défaits par le courant stalinien, les positions de la fraction bolchévique-léniniste sont discutées partout dans la Troisième Internationale, malgré les efforts de partisans de Staline pour limiter le débat.

Jusqu'en 1927, date à laquelle l'opposition de gauche est exclue du PC d'URSS, les communistes belges débattent également des thèses trotskystes.

Comme dans beaucoup d'autres pays, les partisans de l'opposition de gauche en Belgique sont loin d'être complètement isolés. La tendance trotskyste du PCB manque d'ailleurs de peu d'emporter la direction du parti, mais elle est contrainte de s'en détacher et doit se constituer en une organisation autonome dès 1928, année au cours de laquelle Trotsky est expulsé d'URSS.

Dès lors, l'histoire de la mouvance trotskyste belge s'inscrit dans celle des recompositions du mouvement ouvrier international. Elle est traversée par de multiples questions comme celle de la position à adopter vis-à-vis de l'URSS ou vis-à-vis des « réformistes » du Parti Ouvrier Belge (POB). Les trotskystes se demandent quelle place occuper dans les stratégies de front populaire initiées par l'Internationale Communiste ? Faut-il, comme le propose Trotsky dès 1934, adopter une tactique entrisme et militer au sein des partis ouvriers de masse ? Ces questions divisent dans les années 1930 le courant trotskyste en une multitude de groupes qui dépassent rarement le cadre du cercle de discussion sur les thèmes ouvriers². Ils ont en commun la défense de la nécessité de la révolution socialiste mondiale, une conception de la stratégie révolutionnaire qui donne à la classe ouvrière la direction du mouvement et un attachement aux principes léninistes d'organisation (la démocratie au sein du parti dont le droit de s'organiser en tendances, la formation de militants révolutionnaires professionnels).

Ces caractéristiques fondent le socle politique de ce que l'on appelle aujourd'hui le trotskysme mais, à cette époque, une quantité d'autres thèmes divisent les partisans de Léon Trotsky.

Parmi eux, la question de la fondation d'une nouvelle internationale ouvrière suscite des débats houleux : faisant le constat de l'impossibilité de régénérer la Troisième Internationale fondée par Lénine, Trotsky se décide en 1938 à fonder une nouvelle organisation internationale de façon à fédérer ses partisans sur le plan mondial. Celle-ci prend naturellement le nom de Quatrième Internationale.

Parmi les groupes trotskystes qui se créent partout en Belgique, seul le Parti Socialiste Révolutionnaire de Walter Dauge, issu d'une période d'entrisme dans le POB carolorégien, parvient, peu avant la Seconde Guerre mondiale, à se créer une assise dans le Hainaut parmi les mineurs de la région et à y concurrencer la présence communiste.

L'invasion de la Belgique en mai 1940 et son occupation est fatale à cette organisation. Son leader lui-même, jouant un jeu trouble avec les forces politiques collaborationnistes³ est abattu en 1944, mais pour l'ensemble des militants de la mouvance trotskyste, la désorganisation du parti et la difficulté d'entretenir des liens avec une internationale à peine née et déjà en crise depuis l'assassinat de Trotsky en août 1940, signifient également l'isolement, la clandestinité, souvent la déportation et la mort dans les camps de concentration.

La vingtaine de militants qui échappent à ce sort entreprend de reconstruire une organisation au sortir de la guerre. Sous l'impulsion du nouveau leader de la Quatrième Internationale, Michel Raptis (dit Pablo), la section belge s'engage dès 1950 dans une nouvelle version de l'entrisme. Les militants trotskystes militent clandestinement au sein du Parti Socialiste Belge (PSB), gagnant en moins de dix ans la majorité de l'organisation de jeunesse sociale-démocrate, la Jeune Garde Socialiste (JGS), à la cause du socialisme révolutionnaire.

² Nadya DE BEULE, *Le trotskysme Belge (1925-1940)*, Bruxelles, fondation Léon Lesoil, 1985.

³ Walter Dauge sera en effet maintenu échevin à Flénu dans un collège communal dirigé par un bourgmestre rexiste. Lors de son assassinat, il était bourgmestre faisant fonction en raison de la mort du précédent bourgmestre. Voir à ce sujet : Alain COLIGNON, « Walter Dauge », in *Nouvelle biographie nationale*, Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts, Bruxelles, 1999, tome 5, p. 84-88.

Les années 1950 constituent pour la mouvance trotskyste la sortie de l'insignifiance. S'appuyant sur la JGS, sur un réseau de sympathie avec les syndicalistes de la mouvance renardiste⁴ de la FGTB et sur les hebdomadaires *La Gauche* et *Links*, dont ils contrôlent la ligne éditoriale, les militants trotskystes seront à même d'influer sur les propositions programmatiques du PSB et de la FGTB.

C'est ainsi que la FGTB adopte lors de son congrès de 1954 le programme des « réformes de structures », un programme de réformes radical, co-écrit par le dirigeant trotskyste Ernest Mandel et qui peut se lire comme une déclinaison belge du programme de transition de Trotsky, censé faire le pont entre les aspirations immédiates de la classe ouvrière et la nécessité de la révolution socialiste. Au PSB, les trotskystes animent un courant qui remet en question la participation gouvernementale du parti lors des congrès de 1958 et 1961.⁵

En 1964, le congrès des incompatibilités du PSB signe la fin de cette période. Expulsée du PSB, la section belge de la Quatrième Internationale est contrainte de se replier dans de nouvelles formations politiques fondées à son initiative. Elle emporte avec elle la JGS, définitivement gagnée statutairement⁶, mais dont de nombreux militants préfèrent rejoindre le Mouvement des Jeunes Socialistes (MJS) resté fidèle au PSB. Les militants plus âgés s'organisent au sein de formations à l'importance modeste. Ce sont le *Socialistische Beweging Vlaanderen* (SBV) en Flandre, l'Union de la Gauche Socialiste/*Bond van Linkse socialisten* (UGS/BLS) à Bruxelles, et surtout, le Parti Wallon des Travailleurs (PWT) au sud du pays, la seule de ces structures dont la composition sociale est majoritairement ouvrière. Ces différentes formations se fédèrent au sein d'une Confédération Socialiste des Travailleurs/*Socialistische Arbeiders Konfederatie* (CST/SAK) dès octobre 1965. Il est important de noter que même au sein de ces structures, la Quatrième Internationale n'apparaît pas ouvertement : si les militants des organisations membres de la CST savent qu'il y a des individus se réclamant du trotskysme dans leurs rangs, leur structuration en une organisation parallèle n'est pas connue.

La jeune génération militante et la fondation de la LRT

Si les structures adultes déclinent rapidement, la nouvelle génération militante qui investit la JGS lui donne un nouveau souffle en menant des campagnes sur les thèmes fondateurs de la Jeune Garde : le pacifisme et l'anti-impérialisme. Dans une décennie marquée par la course aux armements, la peur de la bombe atomique, les luttes de libération nationale et la guerre du Vietnam, ces campagnes obtiennent une audience massive. Elles permettent à une nouvelle génération, désormais plutôt composée d'étudiants universitaires que de jeunes travailleurs, de faire ses premières armes.

Sur base de ces premiers succès, la JGS est ensuite capable de se développer dans la foulée du Mai 68 belge, de la participation aux assemblées libres dans les universités de Bruxelles, Gand ou Liège, et surtout, de s'aguerrir au contact des luttes ouvrières et des occupations d'usine qui se succèdent dès octobre 1968.

La grève des mineurs du Limbourg qui débute en janvier 1970 est un tournant dans l'histoire du mouvement trotskyste et un marqueur important de l'identité de la jeune génération. Durant ce conflit emblématique du mouvement ouvrier belge de la deuxième moitié du XX^e siècle, la JGS est constamment en lien avec le comité de grève, lui apporte son soutien logistique et ses propositions stratégiques. Cet investissement est reconnu par les mineurs en lutte et pour la première fois depuis les années 1930, le mouvement trotskyste est en prise avec un combat ouvrier d'ampleur.

Ces succès de la JGS ne sont pas une exception du mouvement trotskyste international. En France, en Italie, en Allemagne : dans de nombreux pays européens, les organisations de jeunesse et d'étudiants de la Quatrième Internationale enregistrent des développements rapides.

Ceci amène la direction internationale désormais menée par un trio franco-italo-belge, composé de Pierre Frank, Livio Maïtan et Ernest Mandel, à décréter dépassée la tactique entriste et à engager l'Internationale dans la construction de partis révolutionnaires se réclamant ouvertement du trotskysme.

Cette nouvelle orientation est décidée au moment où, en Belgique, la direction constate l'essoufflement des organisations membres de la CST et la difficulté pour les militants de la section belge de la Quatrième Internationale de garder les structures sous leur contrôle, tout en les doublant de réunions (discrètes) des seuls trotskystes.

⁴ Le renardisme est, à l'intérieur de la FGTB, une tendance groupée autour du dirigeant syndical André Renard (1911-1962). C'est un courant caractérisé par le recours à l'action directe, attaché à l'indépendance syndicale vis-à-vis des formations politiques et défendant le régionalisme wallon. Il constitue à cette époque un pan important de l'aile gauche de la FGTB.

⁵ Nicolas LATTEUR, *La Gauche en mal de la gauche*, Bruxelles, De Boeck, 2000.

⁶ Lors de son congrès de 1965, la JGS vote son indépendance vis-à-vis du PSB. Quatre ans plus tard, lors de son congrès de Gand en 1969, elle devient une organisation sympathisante la Quatrième Internationale.

Un processus de fusion des différentes organisations (JGS et membres de la CST) en une seule structure officiellement membre de la Quatrième Internationale est alors entamé. Ce processus est officiellement achevé avec la fondation de la Ligue Révolutionnaire des Travailleurs/*Revolutionnaire Arbeiders Liga* (LRT/RAL) au cours d'un congrès qui se tient à Liège les 30 et 31 mai 1971 et qui reprend les thèmes spécifiques au mouvement trotskyste : internationalisme intransigeant, reconnaissance de la dégénérescence de l'URSS mais soutien face à l'impérialisme américain, méfiance vis-à-vis du processus électoral, auto-organisation des travailleurs et nécessité de la démocratisation des syndicats⁷.

Dès lors, la volonté constante de cette nouvelle organisation trotskyste, la première qui ait pignon sur rue depuis trente ans, sera de consolider son assise dans les milieux ouvriers.

Elle va cependant être en incapacité de s'implanter durablement et va même, graduellement, perdre l'influence héritée du PWT dans ses bastions sidérurgistes de Liège, verriers de Charleroi et textiles de Mouscron. Sa popularité dans la jeunesse étudiante et lycéenne va par contre se maintenir et connaître des pics à l'occasion des luttes étudiantes contre la réforme de l'université (plan Claes-Hurez en 1972, puis Humblet-De Croo en 1975), l'augmentation du minerval (mouvement étudiant contre « les 10 000 » de 1979), et surtout, dans le mouvement contre le plan de suppression du sursis militaire du ministre Vanden Boeynants (1973) dans lequel elle joue un rôle majeur⁸.

Un processus de construction difficile

La difficulté constante des trotskystes à construire leur organisation tient notamment à une méthode de construction particulière rendant difficile l'agrégation des différentes générations et couches militantes. Sous l'impulsion du trio dirigeant de la Quatrième Internationale, la direction des sections nationales est laissée, dès la fin des années 1960, à cette jeune génération sur laquelle repose les espoirs du mouvement trotskyste. Leur perspective est alors que la période, caractérisée par une intensification de la lutte de classes, va aboutir dans les quelques prochaines années à des processus révolutionnaires en Europe. Dans un premier temps, ceci va pousser les jeunes dirigeants de la LRT dans une politique de « bolchevisation »⁹ du parti pour le préparer à la période à venir et à tenir un discours très volontariste, amenant la perspective d'une conquête rapide d'une audience de masse. Une orientation qui est de nature à irriter les vieux cadres du parti que la jeune direction estime alors « contaminés par le réformisme » du fait de leur période d'entrisme au PSB, mais à contrarier également une couche de plus jeunes militants issus de Mai 68 et qui supportent difficilement les injonctions à la discipline de parti. On assiste en fait à des clivages horizontaux et verticaux dans l'organisation. D'une part, la culture militante de la génération entriste, faite d'un patient travail de constitution de tendance au moyen de discussions discrètes, s'accoutume mal des déclarations ronflantes et du style flamboyant du jeune Bureau politique. D'autre part, la direction est souvent vue par les militants de base comme autoritaire, cassante et coupée des réalités locales.

Ce style de direction provoque démissions et mises en retrait ; il paralyse le développement de la LRT qui doit fréquemment se concentrer sur la résolution de ses tensions internes au détriment de son action politique. Elle laisse ainsi le champ libre à ses concurrents pour occuper le terrain et ceux-ci sont légions tant le paysage politique de la gauche radicale est foisonnant à cette époque. Parmi eux, les maoïstes représentent le principal courant révolutionnaire qui se pose en adversaire des trotskystes.

Cette mouvance connaît une popularité importante dans l'Europe des années 1970 où la révolution culturelle chinoise lancée par Mao Zedong est perçue, par une partie la jeunesse radicalisée, comme une rupture avec le stalinisme. Elle apparaît comme une doctrine nouvelle, quand le trotskysme se présente comme une forme de retour aux sources. Les maoïstes belges, éclatés dans de multiples formations¹⁰, se distinguent notamment du courant trotskyste par un type d'organisation qui ignore les tendances au sein du parti, une hostilité marquée à l'égard des syndicats « réformistes » (ce qui les amène à lancer des mots d'ordre appelant les ouvriers à se constituer en « syndicats rouges ») et un alignement sur les intérêts chinois (d'où une aversion particulière pour l'URSS et un soutien à l'OTAN, durant la période de rupture sino-soviétique).

⁷ Ingrid VRANCKEN, *De begische trotskistische beweging : 1964-1971*, mémoire de licence en Histoire, inédit, VUB, année académique 1986-1987.

⁸ Voir à ce sujet : Lara BOUVIER, *Entre Antimilitarisme et guerre froide, les réactions en Belgique francophone au plan Vanden Boeynants de suppression du sursis pour les étudiants (1972-1973)*, mémoire de licence en Histoire, inédit, ULg, année académique 2013-2014.

⁹ Le courant trotskyste se considère comme l'héritier légitime des principes d'organisation du parti révolutionnaire tels que préconisés par Lénine et les bolcheviques : processus de décision par le biais du « centralisme démocratique » qui suppose le respect strict par l'ensemble des militants des décisions adoptées par la majorité après une période de débats contradictoires, et surtout, soumission de tous les aspects de la vie des militants aux impératifs de construction du parti dans une perspective de formation de « révolutionnaires professionnels ». À ce titre, vouloir « bolcheviser » le parti signifie pour la jeune direction de la LRT : professionnaliser, centraliser et discipliner l'organisation.

¹⁰ Sur les organisations maoïstes belges voir : Manuel ABRAMOWICZ, « Au cœur de la galaxie marxiste-léniniste de Belgique », in *Dissidences : bulletin de liaison des études sur les mouvements révolutionnaires*, Paris, L'Harmattan, 2009, vol. 7, p. 104-115.

Une variante du maoïsme, très en vogue dans l'après Mai 68, dite mao-spontanéiste ou mao-spontex, professe la « spontanéité révolutionnaire des masses » et se refuse à la construction de partis d'avant-garde au profit d'une immersion directe au sein du peuple. Elle se caractérise par son anti-autoritarisme.

Au sein de cette nébuleuse maoïste, c'est l'organisation *Alle Macht aan de Arbeiders*/Tout le Pouvoir aux Ouvriers (Amada/TPO) qui tire son épingle du jeu. Cette organisation, qui s'est structurée en même temps que la LRT mais qui a réalisé sa synthèse organisationnelle et politique plus rapidement, constitue un adversaire sérieux dont les trotskystes ne prennent pas tout de suite la mesure¹¹.

La prise en compte de toutes les luttes

Au milieu des années 1970, la LRT tente une synthèse entre les courants exprimés par les différents profils de ses militants. Elle adopte un ton moins triomphaliste. La perspective d'éclatement de processus révolutionnaires à travers l'Europe tarde à se manifester et il s'agit dès lors de s'inscrire durablement dans le paysage politique belge. La LRT oriente alors son travail vers « les nouvelles avant-gardes » ouvrières (c'est à dire les jeunes travailleurs radicalisés par la vague de grèves du début des années 1970) et surtout « culturelles » (c'est-à-dire se reconnaissant d'avantage dans une analyse qui fait du mode de vie l'enjeu central des luttes plutôt que dans celle qui le situe dans une perspective de classe¹²). Sur le plan interne, si la direction accorde désormais plus d'attention à l'accompagnement des militants de base, elle échoue cependant à les intégrer dans un projet politique et organisationnel commun.

La LRT reste durant toutes les années 1970, une organisation numériquement faible notamment en raison d'un important *turnover* de militants : issue de la fusion de 200 militants de la JGS avec la centaine de membre de la CST, elle enregistre rapidement des défections importantes. Aux alentours de son troisième congrès (1976), la LRT est forte de 360 militants, mais elle retombe à quelques 280 en 1980. Durant ces années 1970, elle doit faire face à deux scissions : l'une a lieu immédiatement après sa fondation quand un groupe de militants ex-SBV se distancie de la LRT, l'autre date de 1973 lorsque des militants bruxellois fondent le Groupe Marxiste Internationaliste (GMI) qui reste actif jusqu'en 1978.

Son orientation vers les milieux de la « nouvelle gauche¹³ » lui assure néanmoins un certain rayonnement et lui permet d'agréger occasionnellement de petits groupes de militants.

Entre son deuxième et son quatrième congrès, c'est à dire durant la période allant de 1974 à 1978, la LRT s'ouvre aux thématiques des nouvelles luttes : pour les droits des femmes et des homosexuels, contre le nucléaire et les politiques urbaines favorisant l'automobile. Elle entame également des collaborations avec de multiples groupes et organisations de la gauche radicale dans le but de devenir le pivot d'un front uni anticapitaliste dont l'expression la plus aboutie sera l'éphémère *Beweging voor een Progressieve Frontvorming* (BPF)¹⁴ auquel collabore les organisations de la gauche chrétienne¹⁵ et le PC.

Cette stratégie d'ouverture lui permet d'étoffer ses rangs et d'asseoir son audience dans la gauche anticapitaliste en Belgique. Elle lui permet aussi de s'insérer dans le paysage électoral en déposant régulièrement des listes où les candidats d'ouverture, animateurs de mouvements sociaux et syndicalistes de combat, occupent une place importante. La période est également riche en occupations d'entreprises qui se couplent avec des tentatives de redémarrage de la production par les travailleurs sur le modèle de l'usine Lip en France. Ceci incite la LRT à faire sien le slogan « d'autogestion » qui connaît un certain renom dans la gauche radicale belge. Cette période coïncide également avec un pic de la pénétration syndicale par la LRT. Si elle perd dès 1973 son bastion historique à Cokerill après le licenciement de son militant emblématique Louis Goire, elle multiplie les sections d'entreprises des deux côtés de la frontière linguistique avec une assise dans le textile à Mouscron et dans le secteur verrier à Charleroi, mais aussi dans l'enseignement bruxellois.

¹¹ En 1979, l'organisation Amada/TPO rompt avec le maoïsme et prend le nom de *Partij van de arbeiders*/Parti des Travailleurs de Belgique (PvdA/PTB). Loin de connaître la « dégénérescence mao-stalinienne » que la LRT lui promettait, cette formation est parvenue, en abandonnant certes ses positions révolutionnaires de l'époque, à conquérir la place qu'on lui connaît dans le paysage politique actuel.

¹² Hélène HATZFELD, *Faire de la politique autrement, les expériences inachevées des années 1970*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005, p. 124.

¹³ Jean-Marie CHAUVIER, « «Gauchisme» et nouvelle gauche en Belgique (I) », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1973/14-15, n° 600-601, p. 1-44.

¹⁴ Le BPF est une plate-forme d'actions créée en Flandre en 1974 à l'initiative d'organisations chrétiennes de gauche telles que les *Wereldscholen*, le *Centrum voor Vorming en Aktie*, *Elcker-Ik* et *Politiek Alternative*, rejointes par les ailes flamandes de la LRT (la *Revolutionnaire Arbeidersliga* ou RAL) et du PC (KP) ainsi que par les *jongsocialisten*. Le BPF est à l'origine d'une campagne contre l'achat d'avions de chasse par le gouvernement Tindemans II. Il cherche également la convergence politique de ses composantes au travers d'un processus de discussions et de conférences sur différents thèmes du mouvement social. Cette plate-forme reste en activité jusqu'en 1976.

¹⁵ Sur la radicalisation de la mouvance chrétienne en Flandre dans le sillage des nouveaux mouvements sociaux, on consultera utilement : Bart LATRÉ (dir.), *Strijd & inkeer de kerk- en maatschappijkritische beweging in Vlaanderen, 1958 – 1990*, Louvain, Leuven University Press, 2011.

La persistance de la question organisationnelle vient cependant contrarier cette dynamique. D'une part, la LRT se lance dans une politique d'inflation de son appareil (imprimerie propre, augmentation du nombre de permanents, ouvertures de locaux régionaux) qui se solde par un budget en déficit structurel continu. D'autre part, la césure entre dirigeants et militants de base est de plus en plus profonde : les premiers reprochant aux seconds leur manque d'allant et de discipline, tandis que la base estime les perspectives de développement envisagées par le Bureau politique irréalistes et trop ambitieuses.

Le tournant ouvrier et ses conséquences

Dès 1978, la politique qui avait assuré un début de désenclavement à l'organisation trotskyste connaît un coup d'arrêt dans un contexte de recrudescence des luttes sociales défensives. Un mouvement de grèves tournantes, contre des mesures d'austérité et une manipulation du système d'indexation des salaires, provoque la chute du gouvernement Tindemans en mars 1977. Ce mouvement voit les travailleurs du service public, particulièrement les cheminots et les fonctionnaires communaux, extrêmement mobilisés. Une série d'entreprises, de secteurs et de régionales syndicales débordent les directions et mobilisent au-delà de leurs directives. Cela remet à l'avant plan les questions syndicales. De plus, la direction de la Ligue estime que le développement de l'organisation lui permet de s'orienter plus franchement vers la classe ouvrière industrielle pour achever sa transformation en un « petit parti ouvrier d'avant-garde » lui permettant de réaliser une « percée politique centrale ».

Progressivement, la LRT limite son engagement dans le champ des nouvelles luttes pour réinvestir celui du mouvement ouvrier organisé. Cette tendance s'accroît dès le onzième congrès mondial de la Quatrième Internationale (1979) qui consacre la stratégie du tournant vers l'industrie. Espérant ainsi accroître leur influence dans une classe ouvrière industrielle qu'ils estiment indispensable à la conquête du pouvoir, les dirigeants de l'Internationale trotskyste veulent inciter les militants de chaque section nationale à aller travailler dans les grandes usines afin de gagner leurs collègues au socialisme révolutionnaire.

Par ce biais le nouveau projet politique de la LRT est avalisé, précisé, mais aussi transformé : plus que « *d'accorder une attention soutenue aux problèmes qui traversent le mouvement ouvrier* », ce qui était la proposition de départ de la LRT, il s'agit désormais d'opérer « *un tournant radical pour organiser immédiatement une large majorité [des] militants et de leurs dirigeants dans l'industrie et dans les syndicats de l'industrie* »¹⁶ de façon à transformer la composition sociale des sections de la Quatrième Internationale.

Des dizaines de jeunes militants de la LRT, abandonnant leurs études ou un poste de travailleur intellectuel, trouvent ainsi à s'embaucher dans la sidérurgie, la construction automobile ou les constructions électriques, au détriment parfois d'une influence patiemment gagnée dans d'autres secteurs comme ceux de l'action sociale, la santé ou l'enseignement.

Cette orientation clive de nouveau l'organisation. Bien qu'elle impose un nouveau profil effectivement plus ouvrier et qu'elle intervienne énergiquement dans les luttes contre le gouvernement Martens-Gol¹⁷ qui ponctuent le début des années 1980, la LRT aborde son sixième congrès national de 1982 plus divisée que jamais et toujours numériquement aussi faible.

Surtout, elle enregistre la perte des nombreux militants venus à la Ligue dans sa période d'ouverture aux nouvelles luttes. La disparition de plusieurs de ses figures syndicales historiques, dont Serge Viane dans l'industrie textile et surtout André Henry dans l'industrie verrière à la suite de la fermeture de leurs entreprises, porte également un coup important à l'organisation.

Consciente cependant qu'une course de vitesse est engagée avec ses concurrents de toujours : les ex-maoïstes de TPO-AMADA qui fondent le PTB en 1979, la LRT multiplie les signes extérieurs censés démontrer sa progression. Ainsi, le septième congrès de 1984 consacre son changement de nom en Parti Ouvrier Socialiste (POS). Dans la même période toutefois, l'organisation est contrainte, pour des raisons financières, de limiter ses campagnes et d'espacer la parution de sa presse : *La Gauche* et *Rood* ne paraîtront désormais que tous les 15 jours.

¹⁶ Jack BARNES, « Le tournant vers l'industrie et les tâches de la IV^{ème} Internationale », in *Inprecor, XI^e Congrès mondial de la IV^{ème} Internationale*, numéro spécial, novembre 1979, p. 53.

¹⁷ Entre décembre 1981 et décembre 1987, le gouvernement Martens-Gol associe sociaux-chrétiens et libéraux et met en œuvre un programme marqué du sceau du néolibéralisme : réformes fiscales au bénéfice des entreprises, diminution des budgets sociaux, privatisations partielles d'entreprises publiques. L'ensemble de ces mesures, prises de surcroît dans un contexte économique difficile qui voit de nombreuses fermetures d'entreprises, provoque fréquemment des luttes sociales défensives.

Le nouveau POS vivra quelques années sur l'enthousiasme créé par l'illusion de la croissance, soutenu en cela par les luttes sociales défensives qui ponctuent la décennie. Il ne résistera cependant ni à l'usure des militants engagés dans le tournant vers l'industrie, ni au coup de massue idéologique que représente, pour l'ensemble de la gauche, la chute du modèle soviétique en 1989.

Au milieu des années 1990, le POS est devenue une organisation vieillissante de quelque 200 membres à peine¹⁸.

Une organisation caractérisée par la hâte, au fonctionnement hiératique

En balayant l'histoire de la Quatrième Internationale en Belgique, une constatation s'impose d'emblée : la LRT est restée marginale, non seulement dans le paysage politique général, mais aussi dans la classe sociale qu'elle envisageait de conquérir. Si elle a pu se construire dans les périodes de montée des luttes sociales, elle s'est à chaque fois défaite dans les périodes de reflux.

En dépit de sa marginalité, ou peut-être à cause d'elle, le mouvement trotskyste belge est néanmoins capable de créer la surprise et de peser sur l'agenda politique à plusieurs reprises. La mobilisation contre la suppression du sursis militaire en 1973-1974, les luttes étudiantes contre la réforme de l'université et les augmentations du coût des études, les multiples campagnes de solidarité internationale (avec les Viêt-Cong contre l'impérialisme américain, les étudiants du printemps de Prague ou la gauche chilienne contre le coup d'état de Pinochet) sont autant d'exemples où le mouvement trotskyste peut faire l'actualité. Si c'est dans la jeunesse que ses succès sont les plus francs, la LRT est également en mesure de maintenir et de développer des pôles de référence locaux pour l'aile gauche de la FGTB et le syndicalisme d'action directe.

Elle est en revanche beaucoup moins capable de les transformer en opportunités de développement. De ce point de vue, la mouvance trotskyste semble s'entraîner d'elle-même dans une dynamique de fuite en avant, se servant de ses déséquilibres successifs pour gagner un nouvel élan. Cette dynamique est visible au travers des ruptures que le mouvement trotskyste belge opère tout au long de son existence : de l'entrisme dans le « parti centriste » que constitue le PWT à la fondation d'une organisation révolutionnaire de type léniniste, du mouvement ouvrier aux nouveaux mouvements sociaux puis au retour au mouvement ouvrier avec le tournant radical vers l'industrie. Il est symptomatique de constater que, huit ans après ce tournant, une crise éclate au sein du POS qui aboutit à une nouvelle ouverture des trotskystes vers ce qu'on commence à appeler l'« antimondialisme ».

Cette manière d'opérer par ruptures brutales et déséquilibres est particulièrement visible dans la façon dont la LRT gère ses ressources financières. Jusqu'en 1980, où elle est contrainte à une cure d'austérité drastique, la LRT procède par *deficit spending* : plutôt que de se chercher une assise qui lui permette de progresser par étape, elle gonfle ses structures et investit pour l'avenir dans une organisation de masse qui n'arrive jamais.

Ceci apparaît comme la conséquence du cadre mental dans lequel évoluent les militants qui vont rester aux commandes de la LRT tout au long des années 1970. Il ne faut pas perdre de vue que, dans la perspective des dirigeants de la LRT, et ce au moins jusqu'en 1978, la perspective est celle d'une crise révolutionnaire devant éclater dans les quelques années à venir. Dès lors, ils sont engagés dans une course contre la montre afin de construire rapidement le parti qui pourra en prendre la direction.

Cette disposition les pousse régulièrement à chercher « le » raccourci vers le parti révolutionnaire de masse, quitte à sacrifier une partie de la base militante existante.

Tout au long de ces années, ces changements brusques de projet politique ont un effet significatif sur la base militante de la LRT. De nombreux militants de la Ligue ne retrouvent pas dans l'organisation le projet politique auquel ils ont adhéré quelques années auparavant, ce qui provoque des démissions et des mises en retrait de l'organisation. Une autre forme de « départ » se développe aussi : des militants se tournent prioritairement vers un terrain spécifique où ils ont l'opportunité de mener leur travail avec une relative autonomie¹⁹.

¹⁸ Pascal DELWIT et Jean-Michel DE WAELE, Les partis politiques en Belgique, Bruxelles, éditions de l'Université de Bruxelles, 1997, p. 214.

¹⁹ C'est le cas de l'infatigable organisateur de la JGS des années 1950, Georges Dobbeleer, qui devient sympathisant de la LRT dans les années 1970 pour se concentrer sur ses fonctions syndicales à la CGSP-enseignement. C'est également le cas de Willy Goval, conseiller communal à Quaregnon-Wasmuel et seul mandataire dont a disposé la LRT, qui reste très centré sur son mandat local et s'investit rarement au niveau national.

La vie militante de la LCR peut donc se lire tout au long de cette période à travers deux dynamiques qui traversent l'organisation. La première est celle qui unit et sépare tout à la fois le noyau dirigeant qui « fixe le cap » et établit la nécessité de « tournants » et la base militante que ce noyau entend réorienter à un moment. La deuxième est celle qui unit et sépare les générations militantes successives qui ont rallié l'organisation.

Ces deux dynamiques n'ont rien d'étanche : elles sont au contraire étroitement liées. Ainsi, si le noyau dirigeant intègre généralement des représentants de chaque génération, il est de ce fait le premier lieu où s'organise le conflit entre perspectives anciennes et nouvelles, qui sont le plus souvent portées par des représentants emblématiques des différentes générations militantes en présence. La victoire ou la défaite d'une perspective au sein de ce noyau ne peut se comprendre en termes étroitement politiques : elle est aussi et indissolublement la victoire ou la défaite d'une génération porteuse, de par son expérience, d'une culture politique et d'une conception du travail militant qui leur est liée.

C'est la génération de l'entrisme dans le PSB qui se confronte à la génération de Mai 68, les uns adeptes de la progression discrète et des réunions clandestines quand les seconds leur préfèrent les actions d'éclat et le déploiement de leurs symboles. Ce sont également les partisans de la bolchevisation qui s'opposent à une tendance anti-autoritariste encline à investir le champ des nouvelles luttes. Ce sont les militants de ce dernier courant enfin qui désapprouvent les militants du début des années 1980 opérant le « tournant vers l'industrie ».

Ce qui commence dans le noyau dirigeant se répercute ensuite dans toute l'organisation, à travers les moments forts que constituent les Congrès, mais aussi et surtout dans les mois qui les suivent au cours desquels se jouent la mise en application des décisions prises.

L'examen de la trajectoire des organisations qui ont conduit à la création de la Ligue Révolutionnaire des Travailleurs (Parti Wallon des Travailleurs, Union de la Gauche Syndicale, *Socialistische Beweging Vlaanderen* et Jeune Garde Socialiste) de la fin des années 1950 à 1969 et l'examen de la trajectoire de la LRT elle-même, entre 1971 et 1984, fait apparaître clairement trois générations successives dont les interrelations ont profondément marqué la vie et l'évolution de l'organisation. La première génération est celle qui a connu l'entrisme dans le Parti Socialiste Belge, puis dans le PWT et l'UGS et qui s'est engagée dans la création de la LRT, sans nécessairement saisir toutes les implications de cette décision. La deuxième est celle, issue du mouvement international de contestation au sein de la jeunesse et de Mai 68, qui a impulsé la création de la LRT et son activité au cours des deux premières phases de la vie de celle-ci, l'affirmation « identitaire » (1970-1974) puis l'implication dans la « nouvelle avant-garde large » (1974-1978) dans une perspective marquée par l'actualité d'une issue socialiste révolutionnaire à la crise du capitalisme. La troisième est celle dont on pourrait dire qu'elle est née politiquement dans la LRT et qui va tenter de réorienter l'organisation à travers le « tournant ouvrier » jusqu'à la mutation de la LRT en Parti Ouvrier Socialiste (1979-1984) à l'aube du triomphe du néolibéralisme.

L'histoire de la LRT – celle des perspectives politiques qu'elle s'est données à divers moments, de ses engagements comme de ses tournants, de ses succès comme de ses échecs – ne nous semble donc pouvoir être lue avec fruit qu'à travers la compréhension de ces relations entrecroisées et mouvantes entre politiques et générations.

Pistes bibliographiques

La mainmise du stalinisme sur le mouvement communiste international a occulté l'histoire du mouvement trotskyste. Courant minoritaire à l'intérieur du mouvement ouvrier, son historiographie est généralement le fait des trotskystes eux-mêmes²⁰, ce qui rend difficile la distinction entre témoignages militants et travaux scientifiques. Néanmoins, le lecteur désireux d'approfondir sa connaissance du trotskysme belge pourra se référer, outre le mémoire de fin d'étude dont est tiré le présent article, aux quelques travaux existants sur la question dont :

- Nadya DE BEULE, *Le trotskysme Belge (1925-1940)*, Bruxelles, fondation Léon Lesoil, 1985.
- Marc LORNEAU, « Le mouvement trotskyste belge : septembre 1939-décembre 1964 », in *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1984/37-38, n° 1062-1063.
- Ingrid VRANCKEN, *De begishe trotskistische beweging : 1964-1971*, mémoire de licence en Histoire, inédit, VUB, année académique 1986-1987.

D'autre part, des militants de la génération de l'après-guerre ont publié ces dernières années une série de témoignages :

- Gustave DACHE, *La grève insurrectionnelle et révolutionnaire de l'hiver 1960/61*, Bruxelles, éditions Marxisme.be, 2010.
- Georges DOBBELEER, *Sur les traces de la révolution, Itinéraire d'un trotskyste belge*, Paris Syllepse, 2006.
- Georges DOBBELEER, *Militer au XX^e siècle*, Bruxelles, édition Léon Lesoil, 2009.
- André HENRY, *L'épopée des verriers du pays noir*, Liège, éditions Luc Pire, 2013.
- Pierre LE GREVE, *Souvenirs d'un marxiste anti-stalinien*, Paris, La pensée universelle, 1996.

Sur l'histoire du mouvement trotskyste international on consultera outre la somme monumentale de R. Alexander (Robert J. ALEXANDER, *International trotskyism 1929-1985, a documented analysis of the movement*, Londres, Duke university press, 1991) décrivant le mouvement trotskyste international pays par pays, le livre de J.-J. Marie (Jean-Jacques MARIE, *Le trotskysme et les trotskystes*, Armand Collin, Paris, 2002) ainsi que, pour une information sur les débats internes au sein de Quatrième Internationale, l'ouvrage de F. Moreau (François MOREAU, *Combats et débats de la IV^e Internationale*, Québec, Vent d'ouest, 1993).

Pour citer cet article

Simon Hupkens, « LA LRT/RAL (1971-1984), les trotskystes belges à la recherche d'une homogénéité politique », Analyse de l'IHOES, n° 165, 27 décembre 2016,
[En ligne] http://www.ihoes.be/PDF/IHOES_Analyse165.pdf.

²⁰ Le présent travail n'échappe pas à la règle.